

L'euro en quête d'un nouveau souffle

Le fruit d'un compromis historique repose sur un édifice inachevé

PAR ELENA DANESCU *

L'euro est l'une des grandes aventures du XX^e siècle. Pour la première fois des pays égaux et souverains consentent d'abandonner leurs monnaies nationales – symbole intrinsèque aux Etats nations – pour créer une monnaie unique gérée par une nouvelle institution, banque centrale à l'échelon de l'Europe.

Si l'euro ressemble davantage à un instrument technique d'une meilleure intégration économique, il représente surtout une construction institutionnelle originale et une forte avancée politique. Cette avancée qui demeure cependant fragile, car le fruit d'un compromis historique, politique et idéologique ambigu, qui a conduit à un édifice inachevé – une Union économique et monétaire asymétrique. Rééquilibrer ses deux piliers et réformer l'euro sont les principaux enseignements de la crise qui déferla sur l'Europe en 2008 et que le Brexit, ainsi que les récentes atteintes portées (par l'Italie) au Pacte budgétaire européen ont révélé davantage. Comme souvent en temps de crise, surgissent aussi des réflexes souverainistes et nationalistes qui remettent en cause l'existence de la monnaie unique, l'idée même de la construction européenne, nourrissant ainsi l'euro-scepticisme, voire l'europhobie.

Comment s'y prendre pour réformer la zone euro, car l'heure est grave? Voilà la question qui préoccupe les institutions européennes, les Etats membres, les partis politiques, les milieux d'affaires, les universitaires et bon nombre de think tanks. Faut-il simplement plus de règles, plus de discipline budgétaire pour assurer un minimum de coordination entre les Etats membres afin d'éviter les dérapages et les attaques spéculatives? C'est le point de vue d'un fédéralisme ordo-libéral, intergouvernemental, défendu par l'Allemagne. Mais face au projet européen et à sa monnaie unique,

n'est-il pas plus nécessaire de poser un véritable gouvernement économique européen et non seulement appliquer des principes de bonne gouvernance?

Pistes prometteuses

Quant à la marche à emprunter, quelques pistes se dessinent.

Tout d'abord, les gouvernements doivent agir pour améliorer leur capacité de réponse face à une nouvelle crise et pour créer un cadre capable de garantir la stabilité économique et la responsabilité démocratique.

Agir uniquement lorsque la crise frappe est coûteux, dépourvu d'efficacité et n'écarte pas le danger du délitement de l'euro. Trop peu de faiblesses structurelles ont été traitées. C'est notamment la Banque centrale européenne (BCE) qui a ramené, grâce à son pragmatisme, la stabilité dans la zone euro.

En même temps, l'absence d'un interlocuteur capable d'élaborer une politique économique cohérente à l'échelle de la zone euro (notamment fiscale et budgétaire), génératrice d'une véritable solidarité, s'est fait cruellement sentir. Les critiques actuelles de la BCE et les discussions concernant les limites de son mandat semblent restreindre la possibilité d'une nouvelle intervention forte de sa part.

La question non résolue de la gouvernance de la zone euro est posée avec acuité dans la perspective de son ouverture prochaine à de nouveaux membres.

Parmi les solutions qui se profilent citons la consolidation du Mécanisme européen de stabilité (MES), un renforcement accru de l'Union bancaire et l'amélioration de la coordination des politiques économiques avec un meilleur contrôle démocratique. Et ce, sans la modification des traités de l'UE. Ensuite, pour doter l'UEM de plus de convergence et de capacité de croissance, des réformes structurelles sont nécessaires, que des ajustements aux niveaux nationaux des Etats membres et un programme soutenu d'investissement pourront rendre possibles.

Partager les risques

A plus long terme, l'avènement d'une véritable UEM devra passer par un réel partage des risques et de la souveraineté, avec un cadre légitime de gouvernance économique supranationale. La question non résolue de la gouvernance de la zone euro est posée avec acuité dans la perspective de son ouverture prochaine à de nouveaux membres. Le MES se transformera en un Fonds monétaire européen (FME) à part entière et la légitimité européenne reposera sur un significatif renforcement du contrôle parlementaire. Il s'agit d'assumer un fédéralisme plus ambitieux, capable d'instaurer un pouvoir économique européen au niveau des enjeux. Mais cette vision n'est aujourd'hui pas véritablement défendue politiquement.

Comme l'histoire l'a montré, l'absence d'institutions politiques communes et unifiées est source d'importants dysfonctionnements en matière de politiques économiques, pesant sur le dynamisme européen et freinant la coopération monétaire internationale. Une UEM plus robuste n'affaiblirait pas ses Etats membres individuels, mais, au contraire, renforcera leur capacité à assurer la stabilité et la prospérité que les citoyens demandent.

* Dr Elena Danescu, chercheur au Luxembourg Center for Contemporary and Digital History, Université du Luxembourg



31. Januar 2015: Flüchtiger Händedruck der beiden Kontrahenten Yanis Varoufakis (rechts) und Jeroen Dijsselbloem nach einer gemeinsamen Pressekonferenz in Athen. (FOTO: AFP)

Hinter den Kulissen

Jeroen Dijsselbloem und seine Sicht auf die Eurokrise

Die Finanzkrise, die Europa erschütterte, hinterlässt bis heute einen bitteren Nachgeschmack: Noch immer sind in den 19 Mitgliedstaaten der Eurozone Nachbeben zu spüren. Jeroen Dijsselbloem beschreibt in seinem leserwertigen Buch „The Euro Crisis – The Inside Story“ seinen Alltag als Präsident der Euro-Gruppe – mithin die Jahre 2013 und 2018, als es darum ging, den Euro zu retten. Der gebürtige Niederländer und zu dieser Zeit Finanzminister seines Landes verschafft einen sachlichen und chronologischen Überblick darüber, wie sich die Bankenkrise in Europa verbreitet hat und spart dabei nicht an überraschenden Details. Telefonate morgens um 4.30 Uhr mit dem deutschen Finanzminister Wolfgang Schäuble, geheime Treffen, lange Stunden intensiver Verhandlungen, die manchmal bis in die Morgendämmerung dauerten – Jeroen Dijsselbloem und sein Buch helfen zu verstehen, wie schwer es ist, in einem informellen Gremium wie der Euro-Gruppe einen für alle

Staaten akzeptablen Kompromiss zu finden. Und er lässt durchblicken, dass er den immer wieder erhobenen Vorwurf der Intransparenz und Mangel an Demokratie während der Rettungsversuche nachvollziehen kann. Sein Fazit im Rückblick: Man hätte vieles anders machen können. mbb



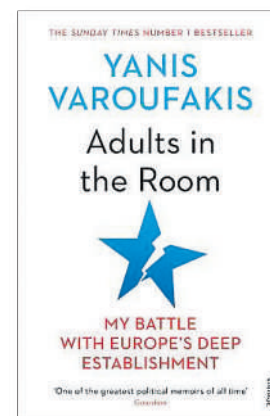
Jeroen Dijsselbloem
„The Euro Crisis – The Inside Story“
Sprache: Englisch (ab April auch auf Deutsch)
Edition: Prometheus
222 Seiten, 11,99 Euro

Im Bauch des Biests

Griechenland im Kampf mit der EU-Troika

Gut geschrieben und spannend wie ein Krimi: „Adults in the Room“ von Yanis Varoufakis vereint beide Eigenschaften, bei einem politischen Buch beileibe keine Selbstverständlichkeit. Der griechische Finanzminister in der Euro-Krise beschreibt darin mit schonungsloser Offenheit die unschönen Hintergründe der sogenannten Griechenland-Rettung, die er als Rettung französischer und deutscher Banken entlarvt. Er beschreibt das Ringen zwischen der Syriza-Regierung in Athen, der er 2015 für 162 Tage angehörte, und der EU-Troika. Er tut das nicht aus der Beobachterrolle des Chronisten heraus, sondern aus der des aktiven Teilnehmers. Er berichtet aus erster Hand, das macht sein Buch so bemerkenswert. Warum Varoufakis mit seinen Erinnerungen an die Öffentlichkeit geht, macht er gleich zu Beginn in einer Schlüsselszene klar: Bei einem verschwörerischen Treffen in einer dunklen Bar in Washington erklärt ihm der frühere US-Finanzminister Larry Summer, dass es in

jeder Machtstruktur „Insider“ und „Outsider“ gebe. Varoufakis, der Außenseiter, tut während seines kurzen Mandats als Minister so, als wäre er ein Insider, nur um am Ende zum „Whistleblower“ zu werden. Sein Buch dient ihm dabei als Sprachrohr. pley



Yanis Varoufakis
„Adults in the Room – My Battle With Europe's Deep Establishment“
Sprache: Englisch, Edition: Vintage Publishing,
576 Seiten, 12,99 Euro.



Grâce à son pragmatisme, la Banque centrale européenne a ramené la stabilité dans la zone euro. (FOTO: DPA)